



**PRÉFET
DE L'ESSONNE**

Liberté
Égalité
Fraternité

A2026-0036

Reçu le 12/01/2026



**Direction de la Coordination
des Politiques Publiques
et de l'Appui Territorial**

Arrêté n° 2026-PREF/DCPPAT/BUPPE/008 du 12 janvier 2026

mettant en demeure la SCA AXEREAL de respecter les prescriptions applicables pour son établissement situé 45 quai de l'Apport de Paris sur le territoire de la commune de CORBEIL-ESSONNES (91100)

LA PRÉFÈTE DE L'ESSONNE

Chevalier de la légion d'honneur

Officier de l'ordre National du Mérite

VU le code de l'environnement, et notamment les articles L.171-6, L.171-8, L.171-11, L.172-1, L.511-1 et L.514-5 ;

VU le décret n° 2004-374 du 29 avril 2004 modifié, relatif aux pouvoirs des Préfets, à l'organisation et à l'action des services de l'Etat dans les régions et départements ;

VU le décret du 27 août 2025 portant nomination de Mme Fabienne BALUSSOU, en qualité de Préfète de l'Essonne ;

VU le décret du 21 octobre 2025 portant nomination de M. Johann MOUGENOT, administrateur de l'État du deuxième grade, en qualité de Secrétaire général de la Préfecture de l'Essonne, sous-préfet d'Evry ;

VU l'arrêté préfectoral n° 2025-PREF-DCPPAT-BCA-418 du 19 décembre 2025 portant délégation de signature à M. Johann MOUGENOT, secrétaire général de la préfecture de l'Essonne, sous-préfet de l'arrondissement de chef-lieu ;

VU l'arrêté ministériel du 29 mars 2004 relatif à la prévention des risques présentés par les silos de céréales, de grains, de produits alimentaires ou de tout autre produit organique dégageant des poussières inflammables ;

VU l'arrêté préfectoral n° 91.0819 du 18 mars 1991 autorisant la COOPERATIVE AGRICOLE de CORBEIL à exploiter son installation située 45 quai de l'Apport Paris à CORBEIL-ESSONNES ;

VU l'arrêté préfectoral n° 2007-PREF.DCI 3/BE 145 du 1er août 2007 imposant à la société LE DUNOIS AGRALYS des prescriptions complémentaires pour la poursuite de l'exploitation du silo de stockage de céréales à Corbeil-Essonnes situé 45 quai de l'Apport de Paris à CORBEIL-ESSONNES (91100) ;

VU le récépissé n° PREF.DRIEE.2014-0030 de déclaration de changement de dénomination délivré le 17 avril 2014 à la société SCA AXEREAL ;

VU le rapport de l'inspecteur de l'environnement en date du 6 novembre 2025, établi à la suite de la visite d'inspection effectuée le 6 octobre 2025, transmis à l'exploitant conformément aux articles L.171-6 et L.514-5 du code de l'environnement ;

VU le courrier préfectoral du 3 décembre 2025 transmettant à l'exploitant le rapport d'inspection susvisé et l'informant des mesures envisagées à son encontre et du délai dont il dispose pour formuler ses observations, conformément aux articles L.171-6 et L.514-5 du code de l'environnement ;

VU l'absence de réponse de l'exploitant au courrier préfectoral susvisé ;

CONSIDÉRANT que lors de la visite du 6 octobre 2025, l'inspecteur a constaté les non-conformités suivantes :

- l'entretien des séchoirs de secours n'est pas réalisé annuellement,
- absence de mesures d'émission des gaz de combustion datant de moins de trois ans,
- absence de dossier de porter-à-connaissance relatif aux modifications affectant les silos plats,
- présence de poussières et d'issues de grain en abondance dans les séchoirs,
- des envols de poussières et d'issues de grain,
- les installations électriques présentent des risques d'incendie et d'explosion,

CONSIDÉRANT que ces constats constituent un manquement aux dispositions des arrêtés du 29 mars 2004 et du 1er août 2007 susvisés,

CONSIDÉRANT que face à ces manquements, il convient de faire application des dispositions de l'article L.171-8 du code de l'environnement en mettant en demeure la SCA AXEREAL de respecter ces dispositions, afin d'assurer la protection des intérêts visés à l'article L.511-1 de ce code,

SUR proposition du Secrétaire Général de la préfecture,

ARRÊTE

ARTICLE 1^{er} : La SCA AXEREAL, dont le siège social est situé 36, Rue de la Manufacture - CS 40639 - 45166 OLIVET CEDEX, exploitant une installation de stockage de céréales située 41 quai de l'Apport de Paris 91100 CORBEIL-ESSONNES, est mise en demeure de respecter les prescriptions de :

— l'arrêté ministériel du 29/03/04 relatif à la prévention des risques présentés par les silos de céréales, de grains, de produits alimentaires ou de tout autre produit organique dégagant des poussières inflammables, article 9 du titre IV – Prévention des risques d'explosion et d'incendie et mesures de protection, en transmettant un plan d'action visant à corriger les défauts des installations électriques (urgentes et non urgentes), sous un délai de trois mois, à compter de la notification du présent arrêté ;

– l'arrêté préfectoral n°2007-PREF.DCI 3/BE 145 du 1er août 2007, imposant à la société Le DUNOIS AGRALYS des prescriptions complémentaires pour la poursuite de l'exploitation du silo de stockage de céréales à CORBEIL-ESSONNES, sous un délai de six mois à compter de la notification du présent arrêté :

- titre 1, article 4 – conformité aux dossiers et modifications,
 - soit en assurant une maintenance annuelle complète pour l'ensemble des séchoirs afin que ces derniers ne puissent pas être considérés comme non exploités
 - soit en mettant à l'arrêt définitif les séchoirs non exploités,
 - en transmettant à l'inspection un dossier de porter à connaissance relatif aux modifications d'exploitation liées au silo plat,
- titre 2, article 4.2 – Nettoyage des installations
 - en revoyant les fréquences et les modalités de nettoyage dans le bâtiment séchoir,
 - en réparant l'ensemble des tuyauteries et l'ensemble des zones où des fuites sont identifiées,
- titre 4, article 3 – émissions et envols de poussières
 - en présentant une solution technique pour réduire les poussières émises par le déversement des grains,
 - en modifiant la benne de réception des issues du blé afin de limiter les envols de poussières,
 - en revoyant les modalités de captation des poussières dans le bâtiment séchoir,
- titre 4 article 4.3 – valeurs limites des concentrations dans les rejets atmosphériques
 - en transmettant un bon de commande signé pour l'analyse des seuils d'émission de gaz de combustion lors du fonctionnement des séchoirs sur la période d'utilisation de 2026. En cas de non-conformité(s), en indiquant le plan d'action visant à la mise en conformité du site,
 - en transmettant un bon de commande signé pour des vérifications permettant de justifier de l'absence d'atmosphère explosive dans la zone du rez-de-chaussée sur le début de la période d'utilisation des séchoirs de 2026,
- titre 7, article 2.4 – détection de gaz, détection d'incendie, en mettant en place la détection de gaz,

ARTICLE 2 : Dans le cas où l'une des obligations prévues à l'article 1^{er} ne serait pas satisfaite dans le délai prévu par ce même article, et indépendamment des poursuites pénales qui pourraient être engagées, il pourra être pris à l'encontre de l'exploitant les sanctions prévues à l'article L.171-8 du code de l'environnement.

ARTICLE 3 : Délais et voies de recours

La présente décision est soumise à un contentieux de pleine juridiction. Elle peut être déférée à la juridiction administrative compétente, le Tribunal administratif de Versailles, par voie postale (56 avenue de Saint-Cloud, 78011 Versailles) ou par voie électronique (<https://www.telerecours.fr/>), dans les deux mois à compter de la notification ou de la publication du présent arrêté.

ARTICLE 4 : Exécution

Le Secrétaire Général de la préfecture,
Les inspecteurs de l'environnement,
sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté, qui est notifié à l'exploitant, la SCA AXEREAL, et publié au recueil des actes administratifs de la préfecture de l'Essonne. Une copie est transmise pour information au Maire de CORBEIL-ESSONNES.

Pour la Préfète et par délégation,
Le Secrétaire Général



Johann MOUGENOT

